



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
**INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE
ET D'INFORMATIQUE (IHSI)**

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 2020

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)
AVRIL 2021

INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2020

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)

Avril 2021

SOMMAIRE

I- RÉSUMÉ : CHUTE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB).....	4
II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB.....	7
2.1- Baisse du secteur agricole et des Industries Extractives (CITI 01-09).....	7
2.2- Contraction des Activités de Fabrication (CITI 10-33).....	8
2.3- Mauvaise performance du secteur de l'Energie Electrique (CITI 35)	9
2.4- Baisse du secteur de l'Eau (CITI 36-39)	9
2.5- Chute du secteur de la Construction (CITI 41-43).....	10
2.6- Fluctuations négatives des branches Commerce (CITI 45-47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56).....	13
2.7- Légère hausse de la branche Information et Communication (CITI 58- 63)	14
2.8- Tendance haussière des Activités Financières et d'Assurances (CITI 54-66)	14
2.9- Croissance des activités immobilières (CITI 68)	14
2.10- Hausse des Services non-Marchands (CITI 84, 94).....	15
2.11- Modeste Croissance des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88).....	15
2.12- Hausse de la Branche Autres Activités de Services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98).....	16
III- CHUTE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE GLOBALES	16
IV- PERSPECTIVES POUR 2021	18

I- RÉSUMÉ : CHUTE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Après s'être contractée de -1.7% en 2019, l'économie haïtienne est entrée en récession, en accusant à nouveau une chute, en volume, de -3.3% de son Produit Intérieur Brut (PIB) en 2020. En effet, calculé selon la méthodologie de la nouvelle base des Comptes Nationaux 2011-2012, le PIB qui se chiffrait à 646,9 milliards de gourdes constantes, l'année dernière, est tombé à 625,6 milliards en 2020. En une décennie, cette contreperformance du PIB constitue la plus importante baisse jamais enregistrée par l'économie haïtienne depuis celle de -5.7% consécutive au puissant tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Au moins deux grands chocs, interne et externe, sont à l'origine de la récession de l'économie haïtienne. Déjà en 2019, le phénomène « pays lock » qui est apparu dans le paysage politique haïtien depuis tantôt trois ans, avait considérablement impacté l'économie du pays. Cette année encore, le « pays lock », ayant duré plus longtemps que précédemment, a affecté quasiment tous les secteurs de la vie économique et sociale. Toujours sur le plan interne, la recrudescence de l'insécurité, notamment les cas d'enlèvement sont autant de facteurs qui ont contribué à la détérioration du climat des affaires en 2020.

L'économie haïtienne a fait aussi les frais de la Pandémie du COVID-19 qui avait grandement compromis l'accroissement de l'économie mondiale dès le début de l'année 2020. L'expansion du Corona virus, qui allait rapidement devenir un fléau pour toutes les grandes économies en 2020, notamment pour les principaux partenaires commerciaux d'Haïti, a eu des incidences négatives considérables sur la plupart des secteurs d'activité économique du pays. Certes, en termes de quantité de gens contaminées et de pertes en vies humaines, on peut dire qu'il y a eu plus de peur que de mal et que le pays s'en est relativement bien sorti.

Par contre, sur le plan économique, la Pandémie a mis à genoux un secteur transversal comme l'industrie touristique avec des effets induits sur plusieurs autres branches d'activité. L'impact était tellement pesant, certains établissements hôteliers avaient dû fermer leurs portes, d'autres (y compris des hôtels plages) étaient obligés de compresser le personnel pour pouvoir tenir. Tout cela allait dans l'ensemble contribuer à la détérioration du PIB en 2020. Malgré tout, comparativement aux autres pays de la région dont l'économie est surtout tributaire du tourisme, le choc du Coronavirus sur le PIB haïtien a été moindre. Selon les estimations de la CEPALC et du FMI, certains pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe ont affiché en 2020 des croissances négatives nettement plus prononcées. A titre indicatif, on peut citer par ordre alphabétique : Antigua Barbuda (-18,0%), Bahamas (-14,5%), Barbade (-16.0%), Cuba (-8,5%), Equateur (-9,0%),

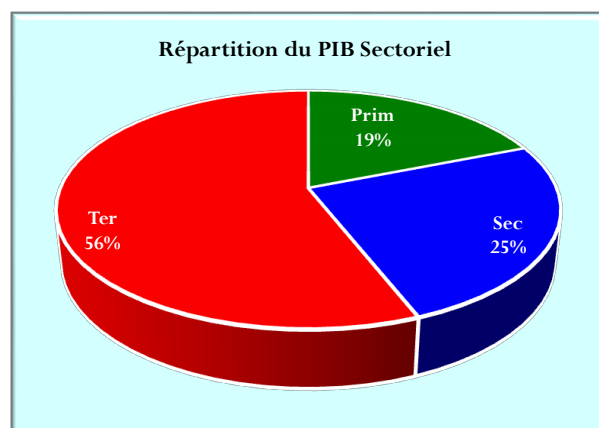
Honduras (-8,0%), Jamaïque (-9,0%), Mexique (-5,4%)¹, Panama (-11,0%), République Dominicaine (-5,5%), Salvador (-8,6%), Suriname (-10,0%) et Trinidad et Tobago (-6,8%)².

Ainsi, on comprend bien qu'en plus des faiblesses structurelles récurrentes, la contraction du PIB haïtien est la résultante des effets combinés du Coronavirus (moins dévastateur qu'attendu) et des turbulences politiques. Les trois grands secteurs de l'économie ont pâti de ces deux chocs qui ont marqué l'année fiscale 2020 et qui sont beaucoup plus de nature à détruire des richesses plutôt qu'à en créer. Le secteur primaire qui avait décliné de -1,8% en 2019 a encore chuté de -2,4% en 2020. De leur côté, les secteurs secondaires et tertiaire ont décliné de -7,2% et de -1,2%, contre respectivement -7,0% et 2,1% en 2019.

TABLEAU 1
VALEUR AJOUTÉE PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
DE 2015-2016 A 2019-2020
BASE 2011-2012

SECTEURS D'ACTIVITE	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	VARIATION
						ANNUELLE EN 2020
SECTEUR PRIMAIRE	112 313	113 705	115 348	113 262	110 573	-2,4
SECTEUR SECONDAIRE	166 572	172 771	169 500	157 596	146 314	-7,2
SECTEUR TERTIAIRE	323 018	330 232	336 383	343 446	339 375	-1,2
VALEUR AJOUTÉE BRUTE TOTALE	601 903	616 708	621 231	614 304	596 261	-2,9

SOURCE : DSE / IHSI



¹ FMI, Mise à jour perspectives mondiales 2020

² CEPALC, Rapport préliminaire 2020

Vu sous l'angle de l'Offre et de la Demande Globales, la contraction, en volume, a été de -7,9%. En effet, outre le déclin du PIB qui a déjà été analysé, l'autre composante de l'Offre, en l'occurrence les importations, a aussi régressé en volume de -18,3%. Parallèlement, hormis la Consommation Finale des Administrations Publiques (APU) et celle des Institutions Sans Buts Lucratifs au Service des Ménages (ISBLSM) qui ont progressé respectivement de 11,1% et de 13,6% en 2020, les autres éléments de la Demande Globale ont plutôt affiché des tendances baissières : la Consommation Finale des Ménages (-4,4%), l'Investissement (-20,6%) et les Exportations (-39,7%).

En ce qui concerne les prix à la consommation, contrairement aux prévisions de 19.1% faites par les autorités, l'inflation a terminé l'année fiscale 2020 avec des hausses en glissement et moyenne annuels de 22,9 % et 25.1%, contre respectivement 17.3 % et 19.4% l'année dernière. Indépendamment des éléments structurels, plusieurs facteurs conjoncturels sont à l'origine des envolées des prix constatées en 2020. A titre indicatif : (1) la décote de la gourde a provoqué une augmentation des prix des produits importés en dépit du fait qu'il n'y a pas eu vraiment de hausse des cours mondiaux en 2020. En effet, la pandémie du COVID-19 a tiré vers le bas les cours de la majorité des produits de base (2) l'indisponibilité de certains produits de première nécessité en raison des achats massifs par anticipation effectués par les ménages pour faire face à des raretés éventuelles (3) la rareté de certaines denrées agricoles occasionnée par les difficultés d'approvisionnement liées au blocage des routes nationales et interdépartementales.

Malgré tout, la situation aurait pu être pire s'il n'y avait pas des facteurs externes et internes qui ont quand même permis d'éviter l'explosion démesurée des prix.

**Tableau 2: Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)
au cours de l'exercice fiscal 2019-2020**

Période et niveau de l'IPC			
MOIS	2018-2019	2019-2020	Glissement annuel
Octobre	108,1	129,7	20,0
Novembre	109,6	132,0	20,4
Décembre	111,2	134,3	20,8
Janvier	113,0	136,4	20,7
Février	114,9	138,8	20,8
Mars	115,7	141,2	22,0
Avril	117,7	144,0	22,4
Mai	119,4	147,3	23,3
Juin	121,6	151,7	24,7
Juillet	123,5	155,3	25,7
Août	125,5	160,4	27,8
Septembre	127,5	159,6	25,1
Moyenne annuelle	117,3	144,2	22,9

Source Bureau des Prix / IHSI

On peut citer par exemple : (1) sur le plan externe, la chute vertigineuse de la consommation de produits pétroliers, liée au confinement quasi mondial (arrêt ou limitation des transports aériens et terrestres, nationaux et transnationaux) occasionné par la Pandémie de Corona virus. Cette diminution drastique de la demande avait même conduit à des périodes de prix négatif sur le marché du brut. Etant un produit transversal, du coup, cette situation allait provoquer la baisse quasi générale des cours des principales matières premières (2) l'augmentation (13.5%)³ des envois de fonds des travailleurs de la diaspora participe aussi des facteurs haussiers ayant permis de ralentir la dégringolade continue de la gourde en 2020 (3) sur le plan interne, l'injection de 93,7 millions de dollars américains par la Banque Centrale sur le marché des changes⁴, accompagnée d'autres mesures de politique monétaire, a permis quand même de freiner un peu le dérapage du dollar par rapport à la monnaie nationale, avec évidemment des effets subséquents sur la décélération relative des prix des produits de première nécessité.

II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB

2.1- Baisse du secteur agricole et des Industries Extractives (CITI 01-09)

Le secteur de l'Agriculture, Sylviculture, Elevage et Pêche qui avait diminué de -1.9% en 2019 a encore décliné cette année de -2,5%, en atteignant près de 103.8 milliards de gourdes en valeur constante, contre 106,4 milliards pour l'exercice antérieur. La chute de cette branche d'activité, relativement importante de l'économie qui n'a pas connu d'accroissements significatifs depuis 2016, a impacté considérablement le PIB.

Selon les spécialistes du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), le déclin de la production agricole cette année repose sur un ensemble de facteurs et contraintes à la fois naturels et structurels.

En effet, la sécheresse qui a sévi dans certaines régions agricoles des départements du Nord-Ouest, de l'Artibonite, du Centre et du Sud a beaucoup affecté la production céréalière notamment le maïs (-18,5%), le sorgho (-46,5%) ainsi que les haricots (-9,5%); la production rizicole a néanmoins connu une augmentation de 10,8% pour la période. A travers tout le pays on a aussi observé un recul de la production des cultures maraichères (-5,7%) et des tubercules (-4,8%). Les difficultés à circuler à cause du phénomène de blocage des routes nationales et la baisse de la demande pour les denrées agricoles en provenance des restaurants et hôtels ont aussi affecté considérablement les revenus des exploitants agricoles en 2020.

Sur le plan structurel, les principales contraintes demeurent des défis liés à l'irrigation, à la disponibilité en fertilisants et semences, aux difficultés d'accès au crédit des exploitants

³ Balance des Paiements: BRH

⁴ Service Change : BRH

agricoles, au manque d'accompagnement aux paysans et cultivateurs et à la diminution continue des superficies cultivées.

Comme la plupart des secteurs d'activité économique, le secteur agricole a aussi subi l'impact de la pandémie du corona virus qui a occasionné des retards dans l'exécution de certains programmes d'activité en faveur du développement agricole. Parmi ces programmes on peut citer :

- a) Les programmes de distribution gratuite d'engrais, de semences et d'outils agricoles aux cultivateurs dans le cadre du Programme Spécial de la Sécurité Alimentaire.
- b) Les programmes appuyés par la Banque Mondiale notamment le Programme d'Intensification Agricole (PIA).
- c) Les autres programmes de développement agricole entrepris par certaines Organisations Non Gouvernementales.

Parallèlement, la valeur ajoutée des industries extractives, l'autre composante du Secteur Primaire, qui est composée essentiellement de sable et de roches a régressé de -1,0% par rapport à l'année fiscale 2019. Il s'agit d'une branche connexe aux activités de construction. Cette variation négative est plutôt compatible à celle de la branche Construction qui, elle non plus, n'a pas été performante en 2020.

2.2- Contraction des Activités de Fabrication (CITI 10-33)

Après avoir progressé d'environ 1,0% en 2019, les activités de fabrication qui regroupent l'ensemble des industries manufacturières a enregistré, en volume, une baisse de -4,2% en 2020. Le résultat affiché par ce secteur est dû à la mauvaise performance de la quasi-totalité de ses branches à l'exception de celles relatives à la fabrication des produits métallurgiques de base et ouvrages en métaux et à la fabrication de meubles et autres activités de fabrication qui ont légèrement crû respectivement de 0,6% et de 1,4%.

A hauteur de 32,2 milliards et de 45,5 milliards de gourdes, en terme réel, la fabrication de produits alimentaires, de boissons et tabac ainsi que la fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir, les deux principaux regroupements des industries manufacturières ont connu des baisses respectives de -5,3% et de -5,8% contre -2,5% et -0,5% en 2019.

La chute observée dans les exportations des articles manufacturés qui tiennent compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage résulte justement de l'évolution négative de la branche des industries textiles, d'habillement et de cuirs qui travaillent essentiellement pour

le marché extérieur. Ces exportations qui se chiffraient à hauteur de 425,4 millions de dollars américains en 2019, ont régressé à 329,2 millions cette année, soit un recul de 22,6%.

2.3- Mauvaise performance du secteur de l'Energie Electrique (CITI 35)

La valeur ajoutée de la branche Electricité qui avait atteint 5,1 milliards de gourdes en valeur constante au cours de l'année fiscale 2019, a enregistré une forte baisse de -25,2% au terme de l'exercice fiscal 2020 en chutant à 3,8 milliards de gourdes.

En effet, la production d'énergie électrique qui était évaluée à 896.7 millions de kWh en 2019 a diminué de 29,3% en atteignant seulement 633,6 millions de kWh en 2020. Cette baisse est consécutive à la mauvaise performance des deux composantes de la production du secteur de l'énergie.

A hauteur de 527,6 millions de kWh, la production issue des centrales thermiques a subi une contraction de -27,0% en 2020. En ce qui concerne les centrales hydro-électriques, leur niveau de production a considérablement régressé en affichant 106,1 millions de kWh, soit une diminution d'environ -39,0%,

Cette mauvaise performance du secteur de l'énergie électrique, s'explique d'une part au déficit de près de 38% de l'acquisition d'énergie provenant du secteur privé, et du dysfonctionnement pendant une certaine période de quelques centrales thermiques dont celles de Varreux et de Carrefour ; d'autre part, elle est également due à des contraintes à la fois techniques et structurelles.

En ce qui concerne le secteur hydro-électrique, sa production a aussi diminué de façon significative. De 174,0 millions de kWh atteints en 2019, elle est tombée à 106,1 millions en 2020, soit une chute de -39,0%. Les centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 61 mégawatts, affectées par l'abaissement ou l'assèchement des lacs et des rivières à cause de la sécheresse qui a prévalu n'ont pas pu compenser les déficits de production résultant de la composante thermique de production d'énergie électrique.

2.4- Baisse du secteur de l'Eau (CITI 36-39)

Après avoir connu une croissance de 2,4% en 2019, la valeur ajoutée de la branche **Production et Distribution d'Eau et Assainissement**, a enregistré une baisse, à prix constant, de -3,4% à la fin de l'exercice fiscal 2019-2020.

En effet, la production totale d'eau évaluée à 39,9 millions de mètres cubes en 2019 a chuté de -15,2% en 2020. Cette baisse est consécutive au déclin des deux segments de production du secteur.

La production des sources, établie à 25.9 millions de mètres cube d'eau en 2019, s'est inclinée de -21.8 % en 2020. Parallèlement, la production des sites de forage qui avait enregistré 13,9 millions de mètres cube s'est rétrogradée de -2,9 % par rapport à l'année 2019.

Ce mauvais résultat est consécutif d'une part, à la dégradation de l'environnement autour des périmètres réservés ainsi que l'assèchement des sources provoquant ainsi une diminution du débit au niveau des points de captation, d'autre part à tout un ensemble d'obstacles structurels existant et qui se sont encore poursuivis en 2020. Parmi ces obstacles on peut citer :

- la vétusté et la défaillance du réseau de distribution
- les contraintes financières
- La pollution de certaines nappes phréatiques à cause des constructions anarchiques
- Les problèmes enregistrés dans les systèmes de pompage des forages à cause du manque d'électricité et de la pénurie de carburant enregistrée certaines fois.

2.5- Chute du secteur de la Construction (CITI 41-43)

La valeur ajoutée du secteur de la construction a encore diminué en 2020, mais à un rythme moins accéléré que l'exercice fiscal antérieur. Après avoir décliné de 26,7% en 2019, elle s'est déclinée de -15,0% en valeur constante au cours de l'année fiscale 2020.

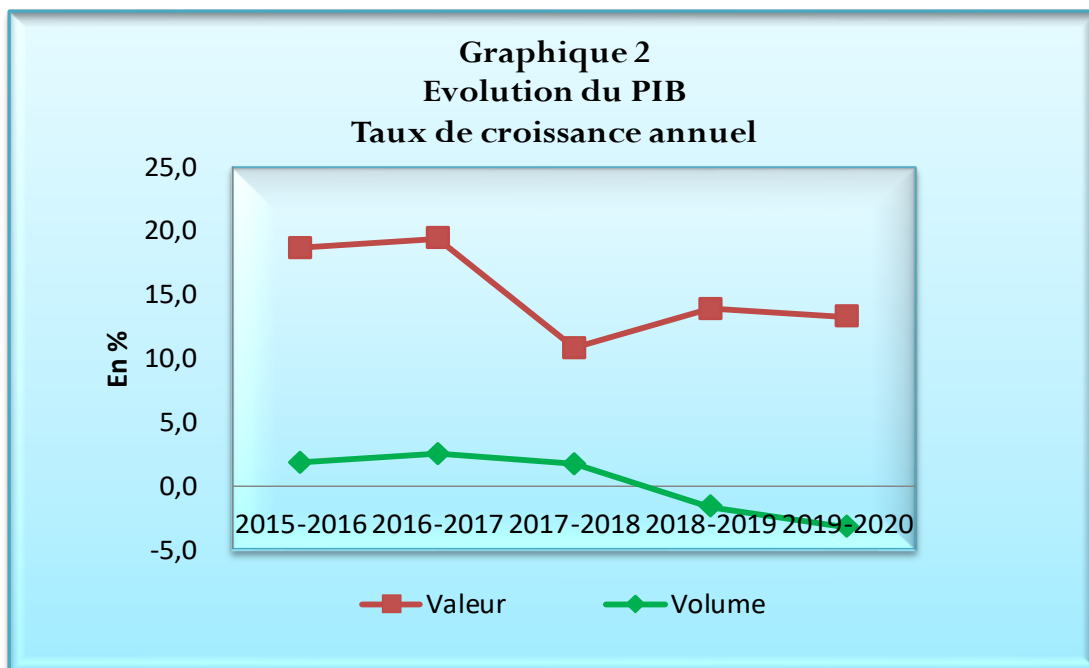
Le recul du secteur de la construction est subséquent au ralentissement de l'exécution des travaux relatifs aux projets de construction de grande envergure tels que les édifices administratifs publics ou privés, les logements sociaux, les routes et ponts, les canaux d'irrigation, etc.

Selon certains spécialistes du domaine, beaucoup d'entreprises privées de ce secteur pâtissent de la mauvaise situation économique générale du pays, de l'impact du COVID-19 sur les activités en général et également de l'attentisme quasi généralisé suscité par la crise politique. A noter que, contrairement aux firmes étrangères qui remportent le plus souvent les grands marchés publics et qui ne réinvestissent pas dans le pays, la plupart des entreprises haïtiennes de construction qui ne disposent pas de projets de grande envergure, font face à des contraintes financières assez importantes.

TABLEAU 3
VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHES D'ACTIVITE
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
DE 2015-2016 A 2019-2020
BASE 2011-2012

CODE CITI	BRANCHE D'ACTIVITE	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	SECTEUR PRIMAIRE	112 313	113 705	115 348	113 262	110 572
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	105 658	106 938	108 449	106 377	103 760
05-09	Activités extractives	6 654	6 768	6 898	6 884	6 813
	SECTEUR SECONDAIRE	166 572	172 771	169 500	157 596	146 314
10-33	Activités de fabrication	109 857	115 749	112 169	113 269	108 515
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	6 218	6 144	5 997	5 105	3 818
36-39	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	5 264	5 374	5 471	5 603	5 415
41-43	Construction	45 233	45 504	45 864	33 618	28 565
	SECTEUR TERTIAIRE	323 018	330 232	336 383	343 447	339 375
45-47	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	131 527	132 439	141 911	145 231	140 986
49-53	Transport et Entreposage	20 425	18 896	16 756	14 368	10 893
55 - 56	Activites d'Hebergement et de Restauration.	9 532	8 996	9 120	9 124	8 838
58-63	Information et Communication	11 351	11 760	12 268	12 578	12 633
64 - 66	Activités Financières et d'Assurances	20 500	24 166	17 096	18 937	19 016
68	Activites Immobilières	25 450	25 129	25 505	26 213	26 512
84	Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	27 161	28 846	31 546	32 878	34 477
85	Education	26 310	27 064	27 934	28 627	29 240
86 - 88	Santé et Action Sociale	20 063	21 662	22 390	22 801	23 597
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	30 701	31 273	31 857	32 689	33 182
	VALEUR AJOUTEE BRUTE TOTALE	601 903	616 708	621 231	614 304	596 261
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	29 728	30 778	37 055	32 892	29 297
	PIB	631 631	647 487	658 286	647 196	625 558
	TAUX DE CROISSANCE DU PIB	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3

SOURCE : DSE / IHSI



2.6- Fluctuations négatives des branches Commerce (CITI 45-47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)

La valeur ajoutée des branches Commerce, Transport et Entreposage, Hébergement et Restauration s'est chiffrée globalement à 160,7 milliards de gourdes en terme réel au cours de l'exercice fiscal 2020. Représentant environ 47% au sein de l'ensemble des activités de services, ces trois branches ont affiché conjointement une baisse de -4,7% contre une légère hausse de 0,5% en 2019. Ce résultat négatif résulte du déclin de chacune de ces branches d'activité.

En effet, la valeur ajoutée de la branche Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles qui s'était établie à 145,2 milliards de gourdes constantes en 2019 est tombée à environ 141,0 milliards en 2020, soit un recul de -2,9%. Tributaire dans une large mesure des activités liées aux secteurs agricoles et de l'importation, la contreperformance de cette branche s'explique en partie par l'évolution à la baisse de ces deux secteurs. En atteste également l'ICAE du secteur commercial qui s'est contracté de -6,3% par rapport à 2019.

De par sa proximité avec les activités commerciales, la branche Transport et Entreposage a enregistré, elle aussi, une tendance baissière. Après avoir atteint 14,4 milliards de gourdes à prix constants en 2019, la valeur ajoutée de cette branche est tombée à 10,9 milliards en 2020, soit une chute très prononcée de -24,2%. Cette forte baisse est attribuable en grande partie au ralentissement des activités dans des secteurs clefs de l'économie et également aux difficultés parfois à circuler à cause des tensions sociales et politiques.

La branche Hébergement et Restauration qui a également ses ramifications avec les secteurs commerce et transport a vu sa valeur ajoutée régresser de -3,1% en accumulant un peu plus de 8,8 milliards de gourdes en valeur constante en 2020, contre 9,1 milliards l'année dernière.

Comme il a déjà été souligné ci-dessus, les activités d'hôtellerie et de restauration qui étaient déjà en difficulté depuis 2019, ont été plombées en 2020 par la Pandémie et les turbulences sociales et politiques. En effet, ce secteur a subi de plein fouet l'impact de la pandémie du COVID 19 qui a entraîné particulièrement l'arrêt des activités de transport aérien et de croisières à travers le monde. D'un autre côté, le phénomène de blocage des routes et la situation d'insécurité quasiment généralisée ont réduit considérablement les activités en rapport au tourisme local. L'année 2020 aura été la pire année pour l'histoire du

tourisme tant en Haïti qu'à travers le monde. L'Industrie touristique haïtienne en est sortie complètement anémiée.

2.7- Légère hausse de la branche Information et Communication (CITI 58-63)

La branche Information et Communication a connu des progressions plus ou moins prononcées depuis l'exercice fiscal 2016 mais son rythme d'ascension a affiché une certaine décélération au cours des deux derniers exercices fiscaux. Etablie, en effet, à environ 12,5 milliards de gourdes en valeur constante en 2019, la valeur ajoutée de cette branche a atteint 12,6 milliards en 2020, soit une faible croissance de 0.4%.

L'augmentation de la valeur ajoutée du secteur des télécommunications, en dépit de certaines faiblesses infrastructurelles, est surtout liée à la demande sans cesse croissante de la population en services de télécommunication. Elle est particulièrement supportée par le segment de la téléphonie mobile qui demeure assez dynamique. Il convient toutefois de noter que comparativement aux autres pays de la région où le taux d'abonnés avoisine 90%, en Haïti ce taux reste encore relativement faible, soit environ 60%.

2.8- Tendance haussière des Activités Financières et d'Assurances (CITI 54-66)

Les composantes de cette branche d'activité ont connu une évolution plutôt différenciée en 2020. A côté de la valeur ajoutée du secteur bancaire qui a crû de 1,1% et de celle des institutions d'assurances qui a progressé de 4,8%, les micros finances ainsi que les autres institutions de crédit ont en moyenne affiché une baisse d'environ -1,9% de leur valeur ajoutée.

Tout cela a conduit à une légère hausse de 0.4% de la valeur ajoutée du secteur financier et des assurances. En effet, fixée à 18,9 milliards de gourdes constantes en 2019, la valeur ajoutée des activités financières et d'assurance a atteint un peu plus de 19 milliards au terme de l'année fiscale 2020.

2.9- Croissance des activités immobilières (CITI 68)

A l'instar de plusieurs secteurs offrant des services marchands à la population, la branche des Activités Immobilières a pour la troisième année consécutive enregistré une

certaine croissance. Avec une valeur ajoutée établie à 26,2 milliards de gourdes, à prix constants en 2019, elle a atteint 26,5 milliards en 2020, soit une progression de 1,1%.

La hausse de la valeur ajoutée de ce secteur pourrait être attribuée à l'effet de l'augmentation de la demande de logements résultant, entre autres, du déplacement d'une bonne partie de la population fuyant certains quartiers réputés à risque.

2.10- Hausse des Services non-Marchands (CITI 84, 94)

On a regroupé sous le vocable de « Services non-Marchands » essentiellement les producteurs qui fournissent gratuitement ou quasi gratuitement des biens et services à la population. Il s'agit notamment : de l'Administration Publique et la Défense, de la Sécurité Sociale, des Collectivités Territoriales et des Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages, dont font partie les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

De 41,1 milliards de gourdes, en terme réel, réalisés en 2019, la valeur ajoutée de ce secteur est passée à 43,6 milliards en 2020, soit une progression de 6,1%, contre 1,2% par rapport à l'année précédente.

2.11- Modeste Croissance des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88)

Avec 29,2 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants, la branche Education a progressé de 2,1% par rapport à l'année fiscale 2019.

L'accroissement de la valeur ajoutée de cette branche est principalement lié à l'augmentation en 2020 de 1.3% des effectifs scolaires tirés des registres du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Les subventions du Trésor Public dans le cadre du Fonds National de l'Education (FNE) ont aussi, en partie, contribué à cette hausse de la valeur ajoutée du secteur de l'Education en 2020.

Parallèlement, la valeur ajoutée de la branche Santé et de l'Action Sociale a globalement enregistré une hausse de 3.5% en réalisant 23,6 milliards de gourdes en valeur constante à la fin de l'exercice fiscal 2020, contre 22.8 milliards en 2019.

Déterminée à partir des résultats des comptes nationaux de santé élaborés par le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), la part de la valeur ajoutée réalisée par la composante « Action Sociale » ne couvre qu'environ 6% du montant global de la branche.

2.12- Hausse de la Branche Autres Activités de Services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98)

La valeur ajoutée de la branche Autres Activités de Services englobe celle relative aux classes couvrant les codes 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98 de la Classification Internationale Type par Industrie, Révision IV (CITI IV). Les calculs effectués ont permis d'établir une croissance positive de 1,5% pour ce secteur qui a terminé l'année fiscale 2020 avec une valeur ajoutée équivalant à environ 33,2 milliards de gourdes en valeur constante. Toutes les composantes de cette macro-branche à savoir : les Activités professionnelles, scientifiques et techniques (2.1%), les Activités de services administratifs et d'appui (2.0%), les Autres activités de services (1.1%), les Activités des ménages privés employant du personnel domestique (0.5%), etc., ont donc concouru à l'augmentation de la quantité de richesses créées par l'ensemble de ces activités.

III- CHUTE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE GLOBALES

L'offre globale renferme deux grandes composantes qui sont le Produit Intérieur Brut et les importations de biens et services. L'Offre qui est égale à la Demande s'élève en 2020 à 856.7 milliards de gourdes à prix constants, contre 930.1 milliards antérieurement, soit une baisse, en volume, de -7.9%. En plus du PIB, la composante "Importation" de l'Offre a chuté de -18.3%, en enregistrant 231.2 milliards de gourdes au terme de l'année fiscale 2020 contre 282.9 milliards pour l'exercice fiscal antérieur. En attestent les données de la BDP qui indiquent que les importations de biens et services qui se trouvaient à hauteur de 5537.0 millions de dollars américains en 2019 sont tombées à 4318.3⁵ millions en 2020, soit une baisse de -22.0%.

⁵ Balance des Paiements : BRH

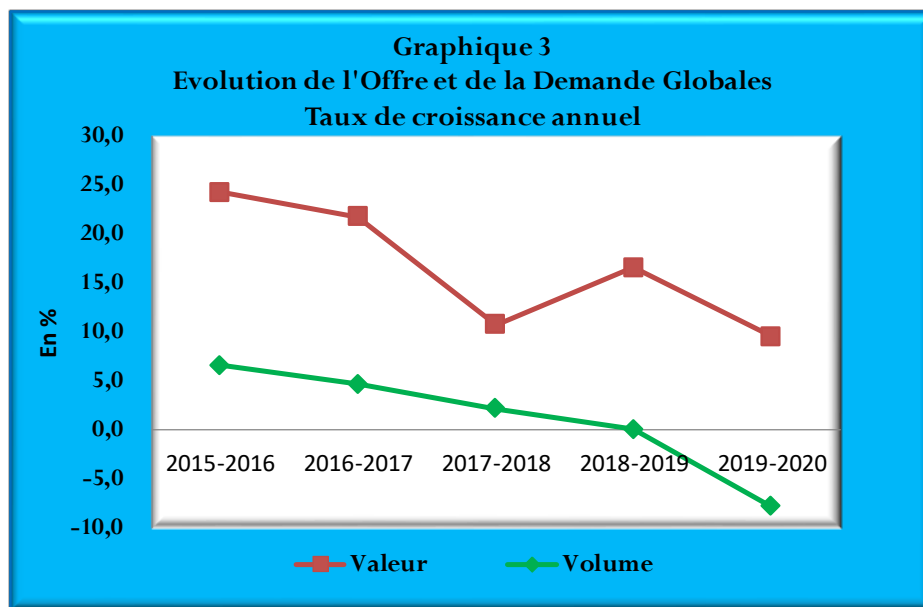
TABEAU 4
OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES COURANTES
De 2015-2016 A 2019-2020
BASE 2011-2012

AGREGATS	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
PIB	844 479	986 919	1 076 413	1 244 014	1 449 887
IMPORTATION	283 239	342 333	392 333	465 857	431 528
OFFRE GLOBALE	1 127 718	1 329 252	1 468 745	1 709 871	1 881 416
CONSOMMATION					
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	800 372	922 905	1 038 827	1 195 948	1 374 547
CONSOMMATION FINALE DES APU	69 730	78 243	88 672	90 855	106 017
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	17 200	19 374	23 425	24 534	33 246
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	143 013	199 481	201 395	252 809	256 674
EXPORTATION	97 403	109 249	116 427	145 725	110 931
DEMANDE GLOBALE	1 127 718	1 329 252	1 468 745	1 709 871	1 881 416

OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
De 2015-2016 A 2019-2020
BASE 2011-2012

AGREGATS	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
PIB	631 631	647 487	658 286	647 196	625 558
IMPORTATION	238 106	262 870	271 579	282 873	231 168
OFFRE GLOBALE	869 737	910 357	929 865	930 069	856 726
CONSOMMATION					
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	622 809	654 805	681 858	675 815	645 981
CONSOMMATION FINALE DES APU	57 805	58 657	61 106	55 875	62 071
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	14 684	14 838	15 272	14 166	16 086
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	102 238	110 315	104 578	112 595	89 411
EXPORTATION	72 201	71 742	67 051	71 618	43 177
DEMANDE GLOBALE	869 737	910 357	929 865	930 069	856 726

SOURCE : DSE / IHSI



Evolution différenciée des éléments de la Demande Interne : Constituée de la Consommation Finale des Ménages (-4,4%), de la Consommation de l'Administration Publique (+11.1%), de celle des Institutions Sans But Lucratifs au Services des Ménages (+13.6%) et de la Formation Brute de Capital Fixe/Investissement (-20,6%), la demande interne dont les composantes ont affiché une tendance mitigée a reculé de -5,2 % en terme réel, totalisant 813.7 milliards de gourdes, contre 858.0 milliards en 2019.

La baisse prononcée de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est plutôt compatible avec la chute drastique des investissements directs étrangers (IDE) enregistrée dans l'économie haïtienne en 2020. En effet, les IDE sont passés de 75,0 millions de dollars américains en 2019 à 15,5 millions⁶ en 2020, soit une contraction de 79,3%. Parallèlement, les dépenses en bien de capital au niveau des administrations publiques sont évaluées à 845 millions de gourdes en 2020, contre 815 millions en 2019, soit une hausse de 4,0%⁷.

Moins importante que la demande interne, la demande externe, c'est-à-dire les exportations de biens et services, est évaluée à seulement 43.2 milliards de gourdes constantes en 2020, contre 71,6 milliards en 2019, accusant ainsi une régression de -37.9%. L'analyse de la structure des exportations indique que ce sont surtout les exportations des produits manufacturés et des huiles essentielles qui sont à l'origine de cette forte baisse. Les articles manufacturés qui se chiffraient à 425,4 millions de dollars américains en 2019 sont tombés à 309,28 millions en 2020, enregistrant ainsi une chute de 27,3%. De leur côté, les exportations des huiles essentielles vers les Etats-Unis sont passées de 33,8 millions de dollars en 2019, à seulement 22,7 millions en 2020, soit une décroissance d'environ 33.0%.

IV- PERSPECTIVES POUR 2021

L'horizon économique s'assombrit de plus en plus à cause de la grave crise socio-politique qui perdure avec tous ses corollaires, constituant ainsi des goulots d'étranglements au développement des activités économiques.

A mi-parcours de la fin de l'exercice fiscal 2021, les signaux reçus jusqu'à présent ne sont pas, du tout, reluisants pour certains secteurs d'activités. Dans une certaine mesure, on pourrait tenter de dire que la crise socio-politique a pris l'économie en otage. Cependant, tout n'est pas perdu. Si on arrive à juguler la crise et à sauver le deuxième semestre de l'année

⁶ Balance des Paiements: BRH

⁷ Tableau des opérations financières de l'État : MEF

⁸ Balance des Paiements : BRH

fiscale, notamment en recréant le climat propice aux affaires, l'économie peut encore renouer cette année avec une certaine croissance du PIB.

Etant donné la proximité et l'importance des rapports commerciaux existant entre des deux pays, les grandes mesures de relance économique annoncées du côté des Etats-Unis d'Amérique, pour répondre aux méfaits du Covid-19, pourraient être, à bien des égards, profitables à certains secteurs d'activités en Haïti. Mais là encore, il faudra que l'économie haïtienne puisse se doter de la capacité d'absorption nécessaire afin de pouvoir bénéficier des opportunités qui pourront éventuellement se présenter.

Institut Haitien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

2, Rue Bégonia, delmas 83, HT6120 DELMAS, HAÏTI

Email : contact@ayiti.digital
dseihsi2000@yahoo.fr

Tel. +509 28 13 1387 / +509 28 11 75 00